

**REPUBLIQUE GABONAISE**

Union - Travail - Justice

---



---

# **RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER**

**ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2013**

---

**Préparé**

**Sous l'autorité du Président de la République, Chef de l'Etat  
et sous la direction du Premier Ministre, Chef du Gouvernement**

**Présenté par :**

- **M. Luc OYOUBI**, Ministre de l'Economie, du Travail et du Développement Durable
- **Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**, Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique



## TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2013 .....	5
I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....	6
A- Conjoncture dans les principaux pays industrialisés .....	6
B- Conjoncture dans les pays en transition .....	6
C- Conjoncture dans les pays émergents et en développement .....	7
D- Evolution des cours des produits de base .....	7
II-CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL .....	9
A- Principaux secteurs d'exportation .....	9
1. Le secteur pétrolier .....	9
2. Le secteur des mines .....	9
3. La filière bois .....	9
B- Autres secteurs d'activité .....	10
1. L'agriculture, l'élevage et la pêche .....	10
2. Les industries de transformation .....	10
3. Le bâtiment et les travaux publics .....	10
4. L'eau et l'électricité .....	10
5. Le raffinage .....	11
6. Les transports et les télécommunications .....	11
7. Les autres services .....	11
8. Le commerce .....	11
C- Produit intérieur brut en 2012 .....	12
1. Le PIB par secteur d'activité (ressources) .....	12
2. Le PIB par la demande (emploi) .....	13
D- Emploi, salaires et prix .....	13
E- Balance des paiements .....	13
F- Monnaie et crédit .....	14
1. Les ressources du système monétaire .....	14
2. Les contreparties de la masse monétaire .....	14
3. La politique monétaire .....	15
G- Situation de l'exécution des finances publiques .....	16
1. La Situation au 31 décembre 2011 .....	16
2. La Situation au 30 juin 2012 .....	21
DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT	27
I-PERSPECTIVES ECONOMIQUES .....	28
A- Principales Hypothèses .....	28
B- Résultats de la Projection .....	29
1. L'équilibre des biens et services .....	29
2. Les comptes des agents .....	29

II- POLITIQUE ECONOMIQUE .....	30
A- Politique Sectorielle .....	31
B- Politique Budgétaire.....	35
1. Les mesures concernant les recettes et les nouvelles sources de financement .....	35
2. Les mesures structurelles de gestion des dépenses hors dette .....	35
3. La réforme budgétaire et les instruments de mise en œuvre.....	36
4. La stratégie d'endettement pour 2013 .....	37
 TROISIEME PARTIE L'EQUILIBRE FINANCIER .....	 39
I-EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES.....	40
A- Ressources Propres .....	40
1. Les recettes pétrolières.....	41
2. Les recettes hors pétrole (hors dons).....	42
B- Dépenses totales hors remboursement en capital .....	43
1. Analyse globale.....	43
2. Analyse détaillée .....	43
II - EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT .....	45
A- Ressources d'emprunt.....	46
B- Remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits.....	46
C- Prêts, Avances et Dépôts .....	47
D- Affectation des résultats .....	48

**PREMIERE PARTIE : CONTEXTE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2013**

## **I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL**

Les perspectives économiques font apparaître une reprise soutenue de l'activité économique mondiale en 2013, après la décélération enregistrée en 2012. Le retour à une croissance forte, estimée à 3,9%, découlerait principalement de la poursuite des politiques macroéconomiques accommodantes, du regain de confiance progressif des consommateurs et des investisseurs dans l'ensemble des économies avancées, ainsi que de la relative stabilité des principales places boursières mondiales.

Par zone, l'ensemble des économies avancées connaîtrait une croissance modérée, tandis que les pays émergents et en développement resteraient les principaux moteurs de l'expansion économique mondiale. Cette relance de la production au niveau mondial s'accompagnerait d'un certain dynamisme du commerce des biens et services qui progresserait de 5,1% en volume. Toutefois, la reconstitution des carnets de commandes des entreprises n'aurait qu'un léger impact sur le marché du travail des principales économies.

Les prix à la consommation tendraient à baisser aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents et en développement. De même, l'offre et la demande mondiales de pétrole tendraient vers un équilibre. Ce qui se traduirait par un fléchissement des cours, tandis que les prix des autres produits de base se maintiendraient.

### **A- Conjoncture dans les principaux pays industrialisés**

Les perspectives économiques des pays avancés font ressortir une relative amélioration. En effet, leur croissance, estimée à 1,9% reflèterait un regain de confiance des ménages et des investisseurs après une crise majeure de la dette qu'a connue la zone euro en 2012.

Aux *Etats-Unis*, l'activité s'accélérerait en raison de la bonne tenue de la consommation des ménages et du desserrement du crédit. Le PIB s'élèverait à 2,3%.

Le *Japon* bénéficierait d'une croissance de 1,5% en 2013, en dépit des difficultés de financement budgétaire qui pourraient compliquer la relance de son économie.

La *Zone Euro* devrait renouer avec une croissance positive en 2013. Celle-ci, estimée à 0,7%, serait obtenue à la faveur de la reconstitution de l'économie de la zone dans un contexte de nette reprise de la demande en provenance d'autres régions et de la confiance retrouvée des consommateurs. L'activité serait tirée par l'*Allemagne* et la *France* qui enregistreraient respectivement les taux de croissance de 1,4% ; 0,8%. Hors zone euro, le taux de croissance de la *Grande-Bretagne* devrait se maintenir à 1,4% en 2013.

### **B- Conjoncture dans les pays en transition**

Les pays d'Europe centrale et orientale profiteraient également de la reprise économique mondiale. La progression de l'activité économique pour ces pays est projetée à 2,8% en 2013. De façon structurelle, l'économie *Russe* resterait la locomotive de la région avec une croissance prévue à 3,9%.

## C- Conjoncture dans les pays émergents et en développement

L'ensemble des pays émergents et en développement enregistrerait une expansion économique de 5,9%.

En **Asie**, cette évolution serait tributaire des perspectives favorables des deux principales économies que sont la **Chine** et l'**Inde**. La croissance de ces deux pays atteindrait respectivement 8,5% et 6,5% tirée notamment par une forte demande intérieure (consommation et investissement).

Les pays d'**Amérique du Sud** maintiendraient leur dynamisme. En termes de croissance, le PIB serait en nette progression de 4,2%. Toutefois, les tensions inflationnistes seraient observées dans plusieurs pays dont le **Venezuela** (28,8%). Le **Brésil** et l'**Argentine**, avec respectivement 4,6% et 4% de croissance, confirmeraient leur rôle de moteurs de la zone.

Les pays d'**Afrique subsaharienne** connaîtraient une forte progression économique en 2013. La croissance de la zone s'établirait à 5,3% confirmant ainsi la solidité des économies du continent africain qui ont, pour la plupart, bien résisté à la crise européenne. Cette bonne tenue de l'activité économique est le reflet de la situation favorable au **Nigeria**, en **Côte d'Ivoire**, en **Angola** et en **République Démocratique du Congo** qui observeraient des taux de croissance supérieurs à 6%. Pour sa part, l'**Afrique du Sud**, première économie du continent, verrait son PIB s'accroître de 3,4%.

Les pays de la **CEMAC** bénéficieraient d'un contexte économique international favorable et de la mise en œuvre d'ambitieux programmes de développement économique et social. Ils devraient maintenir la tendance à l'accélération de leur croissance estimée à près de 6,0% en 2013. Cette croissance serait influencée par le dynamisme des économies **gabonaise**, **camerounaise**, **équato-guinéenne** et **congolaise** qui afficheraient des taux respectifs de 7,1% ; 5,0% ; 6,8% et 6,4%.

## D- Evolution des cours des produits de base

Malgré la croissance modérée prévue dans plusieurs pays avancés, la pression sur la demande mondiale et les prix des matières premières devrait rester vive. La progression de la demande proviendrait des pays émergents, la Chine en particulier.

Pour 2013, les cours des matières premières devraient demeurer volatiles, non seulement en raison du climat économique, mais aussi du fait des tensions politiques dans certaines régions du monde.

### Le pétrole

En 2013, il est prévu un fléchissement des cours du pétrole brut en raison des effets conjugués d'une relative faiblesse de la demande mondiale, d'une diminution des craintes concernant les risques géopolitiques et de la persistance d'une production supérieure aux quotas de la part des pays membres de l'OPEP. Ainsi, les prix moyens du Brent régresseraient pour s'établir en-dessous de 100 dollars américains le baril.

## **Les oléagineux**

La production mondiale d'huile de palme est estimée à 51,9 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013 contre 50,9 millions en 2011/2012, soit une hausse de 2%. Concomitamment à l'huile de palme, la production de graine de soja progresserait de 32 millions de tonnes, avec un total de 279 millions de tonnes en 2012/2013 contre 247 millions de tonnes pour la campagne 2011/2012.

Ainsi, les cours des oléagineux resteraient élevés en 2013 et progresseraient de 6,5% pour s'établir à 545 dollars américains la tonne pour l'huile de soja et 463 dollars américains la tonne pour l'huile de palme.

## **Le caoutchouc**

La production mondiale de caoutchouc en 2013 enregistrerait une hausse de 4,5% pour s'établir à 10,87 millions de tonnes en raison de la consolidation des nouvelles surfaces agraires en Thaïlande.

Avec l'amélioration progressive de l'économie mondiale et du niveau élevé des prix du pétrole, les prix du caoutchouc naturel devraient progresser, mais à un rythme modéré. Ainsi, la variété SMR20 s'échangerait à 11ringgits le kilogramme contre 10,80ringgitsle kilogramme en 2012.

## **Le café**

Après une baisse estimée à 4,3% (128,50 millions de sacs) par l'Organisation Internationale du Café (ICO) au cours de la campagne 2011/2012, la production mondiale pour la campagne caféière 2012/2013 devrait connaître une hausse de 1,5%.

La progression de la consommation mondiale de café des pays exportateurs et des marchés émergents, associée à la pénurie de la variété des Arabicas lavés en Amérique centrale soutiendraient le prix moyen de l'ensemble des variétés qui pourrait s'établir à 150 cents la livre.

## **Le cacao**

La production mondiale de cacao pour 2012/2013 enregistrerait une baisse en raison des problèmes d'infrastructures et de l'âge des arbres auxquels l'Afrique de l'Ouest, principale zone de production du cacao, est confrontée. Dans ces conditions, les cours du cacao pourraient s'échanger à 2 490 dollars américains la tonne en 2013, soit une hausse de 5,6% par rapport à 2012.

## **Le sucre**

La production mondiale de sucre augmenterait de 3,6% en 2013 en raison de la forte demande de l'Inde, de la Russie et de l'Ukraine. Par ailleurs, la consommation progresserait d'au moins 2,3%, dopée par la fermeté de la demande pour l'éthanol de canne à sucre, permettant ainsi d'équilibrer le marché.

Dans ces conditions, les prix du sucre devraient connaître une progression de 8% pour se situer à 25,5 cents la livre.

## **L'or**

En 2013, la demande de l'or se stabiliserait du fait de la reprise économique mondiale. Avec une baisse prévisible de 2%, l'once d'or s'échangerait à un prix moyen de 1470 USD contre 1 500 US dollars en 2012.

## **II-CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL**

### **A- Principaux secteurs d'exportation**

#### **1. Le secteur pétrolier**

En 2013, la production nationale de pétrole atteindrait 12,262 millions de tonnes contre 12,323 millions de tonnes en 2012, soit une légère baisse de 0,5% imputable au déclin naturel des champs matures et ce, malgré la poursuite des efforts d'amélioration des rendements des puits.

Dans le sillage des cours du Brent sur le marché international, le prix moyen des bruts gabonais s'établirait à 96 dollars américains le baril, soit une contraction de 4,5% par rapport à 2012. Parallèlement, le taux de change du dollar par rapport au franc CFA devrait s'apprécier de 1,8% pour se situer à **510 F.cfa** en moyenne annuelle.

#### **2. Le secteur des mines**

Le secteur minier serait marqué en 2013 par le démarrage de la production sur le site de Ndjolé et la finalisation du Complexe Métallurgique de Moanda (C2M). Compte tenu du contexte favorable du marché sidérurgique mondial caractérisé par la reconstitution des stocks, la production nationale de manganèse pourrait s'établir à 4,750 millions de tonnes, soit une appréciation de 18,75% par rapport à 2012.

#### **3. La filière bois**

La filière bois enregistrerait de bonnes performances en 2013. En effet, il est prévu une reprise de l'activité de l'exploitation forestière sous l'effet de la vigueur de la demande des industries de transformation, en liaison avec l'installation de nouvelles usines notamment, dans la zone économique spéciale de NKOK.

Par ailleurs, ces industries connaîtraient un raffermissement de leur activité se traduisant par un accroissement de plus de 20% de la production. Le meilleur approvisionnement en grumes des unités de transformation et la bonne tenue des marchés internationaux de bois seraient à l'origine de cette embellie.

## **B- Autres secteurs d'activité**

### **1. L'agriculture, l'élevage et la pêche**

Les performances de la branche hévéa seraient satisfaisantes en 2013, sous l'effet conjugué de l'amélioration de l'outil de production et de la fermeté des cours mondiaux du caoutchouc naturel. Ainsi, la production pourrait se situer à 49 766 tonnes en fond de tasse et à 23 344 tonnes en granulé.

A l'inverse, dans la filière café-cacao, on observerait une détérioration de l'activité en 2013. En effet, les difficultés d'approvisionnement en semences occasionneraient une baisse des rendements des plantations et une mauvaise qualité des fèves.

### **2. Les industries de transformation**

#### **2.1 Les agro-industries**

En 2013, le groupe Castel améliorerait ses performances sous l'impulsion de l'accroissement de la demande locale. La branche des boissons gazeuses et alcoolisées enregistrerait ainsi une hausse de la production, alors que le chiffre d'affaires se situerait à **130 milliards de F.cfa.**

Dans la branche des tabacs, l'année 2013 serait marquée par un raffermissement de l'activité, tirée par la vigueur des exportations vers les pays de la CEMAC. De même, l'activité sucrière s'inscrirait en hausse en 2013, en raison de la réhabilitation de l'outil de production.

#### **2.2 Les autres industries**

La fermeté de la demande de matériaux de construction (ciment, sable, tôles, etc.), favorisée par la poursuite des travaux des barrages et des routes, ainsi que la construction des logements socioéconomiques tel que prévue dans le programme du Gouvernement, doperait l'activité des industries de transformation en 2013. A cet effet, les activités de fabrication de ciment et d'extraction de sable devraient connaître une appréciation des quantités produites (+9,5%). Ce contexte favorable profiterait également à la fabrication de laques.

### **3. Le bâtiment et les travaux publics**

L'activité du secteur des BTP se raffermirait en 2013. La poursuite des travaux de construction des barrages hydroélectriques, l'entretien du réseau routier national, les programmes d'investissement de la SEEG et des Zones Economiques Spéciales (ZES), ainsi que la construction des logements socioéconomiques à travers le territoire national sont autant de facteurs qui expliqueraient cette amélioration.

### **4. L'eau et l'électricité**

La production et la distribution de l'énergie et de l'eau devraient connaître une nette amélioration en 2013. Celle-ci serait favorisée par les investissements réalisés en vue du renforcement des équipements et la maintenance de l'outil de production (centrales

thermiques, nouvelle conduite d'eau entre Ntoum et Libreville). La SEEG enregistrerait une production nette de 2,054 millions de KWH en électricité, soit une progression de 6% par rapport à 2012. Parallèlement, la production de l'eau croîtrait de 2,3% pour se situer à 88,852 millions de mètres cubes.

## **5. Le raffinage**

Suite à la remise à neuf de l'outil de production intervenue lors du grand arrêt de 2012, la raffinerie pourrait traiter 1,028 million de tonnes métriques de pétrole brut en 2013. Ce volume représenterait une augmentation de 4% par rapport à 2012. Par ailleurs, la demande soutenue du marché local, en liaison avec le raffermissement de l'activité attendu dans les mines, les BTP et le bois favoriserait cette évolution.

## **6. Les transports et les télécommunications**

Le secteur des transports et auxiliaires de transport enregistrerait une hausse d'activité dans la plupart de ses branches. Ainsi, les transports ferroviaire et maritime tireraient profit du raffermissement de l'activité prévue dans les mines, la filière bois et les autres branches d'activité, avec un volume global des marchandises transportées progressant de plus de 5%.

La dynamique observée dans le secteur des télécommunications tendrait à s'estomper en raison de la saturation du marché de la téléphonie mobile. Ainsi, ce secteur connaîtrait une quasi-stagnation avec 2,931 millions d'abonnés au GSM, soit 0,7% en 2013 correspondant à un chiffre d'affaires de **380,019 milliards de F.cfa.**

## **7. Les autres services**

Les autres services pourraient consolider les bonnes performances enregistrées ces dernières années. Ainsi, le chiffre d'affaires global du secteur devrait progresser de plus de 5%, en liaison avec la conjoncture favorable des autres secteurs et surtout du lancement du programme de construction de logements sociaux.

Cependant, en 2013 l'activité du secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme connaîtrait un léger tassement après une année 2012 exceptionnelle, marquée par l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations et du New York forum Africa. Ainsi, le chiffre d'affaires se situerait à **26,6 milliards de F.cfa.**

## **8. Le commerce**

La branche commerce se caractériserait globalement par un raffermissement de l'activité, lié au contexte favorable dans les autres secteurs. Ainsi, le commerce général structuré afficherait une hausse de 8,9%. Il en serait de même pour les autres branches du commerce, à la faveur de la fermeté de la demande attendue dans les mines et les industries du bois.

## C- Produit intérieur brut en 2012

Après la reprise entamée en 2010, l'économie gabonaise serait à nouveau bien orientée et poursuivrait sur un rythme de croissance soutenue en 2012. Elle évoluerait ainsi dans un environnement économique favorable, caractérisé sur le plan interne, par la mise en œuvre des réformes initiées par le Gouvernement dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE) et au plan externe, par une demande ferme des principaux produits d'exportation.

Dans ce contexte, et sur la base des prévisions révisées par rapport à la loi de finances initiale, le produit intérieur brut (PIB) s'établirait à 7,4% contre 7,0% en 2011 traduisant ainsi la bonne tenue de l'activité pétrolière (+1,5%) et le dynamisme du secteur hors pétrole (+10%) bien que ce dernier soit en léger retrait par rapport à 2011 (11,7%).

**Tableau n°1 : Évolution du taux de croissance du PIB**

	2010	2011	2012
<b>PIB total</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>7,4</b>
<i>Pétrole</i>	<i>5,1</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,5</i>
<i>Hors pétrole</i>	<i>7,8</i>	<i>11,7</i>	<i>10,0</i>

*Source : Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale*

### 1. Le PIB par secteur d'activité (ressources)

Au niveau sectoriel, il est prévu une croissance du secteur primaire de 2,3%. Le secteur secondaire enregistrerait une progression remarquable estimée à 17,1%, tandis que le secteur tertiaire conforterait ses performances à 7%.

Les performances attendues de l'activité du secteur primaire s'expliquent essentiellement par :

- le relèvement substantiel de l'exploitation forestière (+15%) en raison de l'approvisionnement des usines en grumes ;
- l'accroissement de la production minière (12,3%) soutenue par l'entrée en production de nouveaux gisements de manganèse et de l'or des entreprises CICMHZ (Huazhou Industrial and Commercial Mining Company) sur Ndjolé et de Reg Managem à Bakoudou (près de Bakoumba).

En 2012, la hausse des activités du secteur secondaire (+17,1%), s'expliquerait particulièrement par la hausse des activités des branches des industries du bois (+20%), du BTP (+15,4%) et des industries agro-alimentaires (+9,5%), en dépit de la contraction des activités de raffinage (-20,1%).

La progression de l'activité des industries du bois se justifierait par le renforcement des capacités de production, l'approvisionnement optimal des usines en grumes et la vigueur de la demande extérieure. La consolidation de la branche bâtiments et travaux publics serait imputable à l'accélération des travaux relatifs à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2012), et à la poursuite des autres chantiers du Plan Directeur National des Infrastructures.

Les performances de la branche agro-industrie seraient liées, pour leur part, à la fermeté de la demande domestique en liaison avec l'organisation de la CAN 2012. Cependant, la baisse prononcée de la production du raffinage résulterait essentiellement d'un arrêt technique de deux (2) mois observé par la SOGARA pour la réhabilitation de l'outil de production et la maintenance des installations industrielles.

L'organisation de la CAN 2012 et le maintien des activités dans la plupart des branches du secondaire contribueraient à la consolidation de l'activité de la quasi-totalité des branches du secteur tertiaire (+7%). Dans ce contexte, l'activité des transports et communications, du commerce et celle des services enregistreraient une progression respective de 6% ; 7,2% et 7,1%.

## **2. Le PIB par la demande (emploi)**

Du point de vue de l'emploi, l'accroissement de l'activité résulterait essentiellement de la demande finale, sous l'impulsion de la consommation publique et privée (+1 point). Dans le même temps, les exportations poursuivraient leurs rythmes de croissance et pourraient gagner environ 9 points en raison de l'accroissement de la demande extérieure du pétrole, du manganèse et du bois, alors que les importations perdraient environ 3 points.

### **D- Emploi, salaires et prix**

Sous l'effet d'une conjoncture économique favorable, l'emploi dans le secteur moderne en 2012 maintiendrait son évolution à la hausse, avec de nouveaux recrutements effectués tant dans la fonction publique que dans la sphère privée (BTP, industrie agro-alimentaire, industrie du bois, énergie, transports, télécommunications, etc.).

Dans le même sens, la masse salariale du secteur moderne poursuivrait une tendance haussière. Elle serait soutenue par l'augmentation des effectifs du privé et du public consécutivement à la finalisation des travaux relatifs à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2012), la poursuite des autres chantiers contenus dans le Plan Directeur National des Infrastructures et la régularisation des situations administratives.

S'agissant des prix, les tensions inflationnistes resteraient perceptibles en 2012, notamment au niveau des produits alimentaires et des transports, en dépit des initiatives du Gouvernement tendant à améliorer le pouvoir d'achat des ménages.

Ainsi, l'inflation serait de 2,8% en 2012 contre 1,3% en 2011. Ce relèvement des prix serait particulièrement observé sur le marché des produits alimentaires en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande intérieures.

### **E- Balance des paiements**

En 2012, la balance des paiements dégagerait un excédent confortable suite à une augmentation du solde de la balance des transactions courantes, nonobstant l'alourdissement du déficit du solde de la balance des capitaux.

L'orientation positive du solde des opérations courantes serait essentiellement liée à un accroissement substantiel du solde de la balance commerciale, en dépit de la dégradation structurelle des comptes « services » et « revenus ». La progression du solde prévisionnel de la balance commerciale serait consécutive à l'amélioration des termes de l'échange (pétrole et manganèse notamment).

## F- Monnaie et crédit

En rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large à fin décembre 2012 serait marquée par :

- une hausse significative de la masse monétaire ;
- une forte appréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une amélioration consécutive de la Position Nette du Gouvernement.

**Tableau n°2 : Situation monétaire large (en milliards de F.cfa)**

(en milliards de F.cfa)	déc-10	déc-11	déc-12*	déc-12*/déc.-11
<b>Ressources</b>				
<i>Disponibilités monétaires</i>	927,8	1264,9	1430,2	13,1%
- Monnaie fiduciaire	221,2	291,3	334,7	14,9%
- Monnaie scripturale	706,6	973,6	1095,5	12,5%
<i>Quasi-monnaie</i>	475,0	563,4	633,8	12,5%
Masse monétaire	1402,8	1828,3	2064,0	12,9%
Ressources extra-monétaires	201,6	176,6	176,6	0,0%
<b>Total Ressources</b>	<b>1604,4</b>	<b>2004,9</b>	<b>2240,6</b>	<b>11,8%</b>
<b>Contreparties</b>				
Avoirs extérieurs nets	896,3	1006,9	1925,3	91,2%
Crédit intérieur	708,1	998	315,3	<b>-68,4%</b>
- Créances sur l'économie	647,4	921,9	1043,2	13,2%
- Créances nettes sur l'Etat	60,7	76,1	-727,9	-
<b>Total Contreparties</b>	<b>1604,4</b>	<b>2004,9</b>	<b>2240,6</b>	<b>11,8%</b>

**Source :** BEAC \* prévision révisée (programmation monétaire)

### 1. Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire augmenteraient de 11,8% pour s'établir à **2240,6 milliards de F.cfa**, en liaison avec la hausse de la masse monétaire. En effet, la masse monétaire progresserait de 12,9% pour se situer à **2064 milliards de F.cfa**, consécutivement à la forte hausse des avoirs extérieurs nets (91,2%).

### 2. Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire connaîtraient une hausse substantielle de 91,2% pour se stabiliser à **1925,3 milliards de F.cfa** en décembre 2012. Cette situation serait corrélée à la consolidation des avoirs extérieurs nets de la BEAC (92,7% à **1896,5 milliards**

de **F.cfa** en décembre 2012), soutenue par l'évolution du compte d'opération dont le solde créditeur se situerait à **1454,3 milliards de F.cfa** en décembre 2012.

Au niveau des banques primaires, les avoirs extérieurs nets s'apprécieraient de 25,8% à **28,8 milliards de F.cfa** en décembre 2012.

Le crédit intérieur chuterait de 68,4% à **315,3 milliards de F.cfa** en décembre 2012, suite à l'effort de désendettement de l'Etat auprès du système bancaire.

Les crédits distribués par les banques à l'économie se raffermiraient de 13,2% à **1043,2 milliards de F.cfa** en décembre 2012. Cette situation serait liée à l'accroissement des financements octroyés au secteur privé qui se maintiendrait à 50,8% en 2012 par rapport aux 29,6% atteints en 2011.

### **3. La politique monétaire**

En matière de politique monétaire, l'Institut d'Emission propose de maintenir l'objectif de refinancement de **2 milliards de F.cfa** au deuxième et troisième trimestre 2012, à titre de précaution pour le Gabon. En effet, compte tenu du niveau de liquidité des banques gabonaises et du rythme de remboursement de la dette intérieure par l'Etat, le système bancaire ne devrait pas connaître des difficultés majeures de trésorerie.

Ainsi pour l'année 2012, le Comité Monétaire et Financier National propose les objectifs monétaires et de crédit ci-après :

- *Objectif de refinancement* : 2 milliards pour les deuxième et troisième trimestres ;
- *Taux de couverture extérieure* : limite inférieure 92,7% - limite supérieure 94,7% ;
- *Crédits à l'économie (variation)* : limite inférieure 12,2%-limite supérieure 14,2% ;
- *Masse monétaire (variation)* : limite inférieure 11,9% - limite supérieure 13,9%.

## G- Situation de l'exécution des finances publiques

### 1. La Situation au 31 décembre 2011

#### 1.1 Solde d'exécution

Les ressources budgétaires recouvrées au cours de l'année 2011 s'établissent à **2.646,8 milliards de F.cfa** pour un niveau total des charges de **2.092 milliards de F.cfa**. Le solde d'exécution du budget affiche en décembre 2011 un excédent de **554,8 milliards de F.cfa**.

#### 1.2 Exécution des ressources

**Tableau n°3 : Exécution des recettes budgétaires au 31 décembre 2011 (en milliards de F.cfa)**

	LFR 2011 (a)	Exécution Déc_11 (b)	Exéc en % LFR	Exécution Déc_10 (c)	Ecart (b-c)
<b>Ressources propres</b>	<b>2 220,8</b>	<b>2 397,0</b>	<b>107,9</b>	<b>1 838,7</b>	<b>558,3</b>
<b>Recettes pétrolières</b>	<b>1 305,4</b>	<b>1 334,7</b>	<b>102,2</b>	<b>990,3</b>	<b>344,4</b>
<i>Impôts sur les sociétés</i>	283,6	248,9	87,8	164,9	84,0
<i>Redevance (RMP)</i>	391,3	465,7	119,0	325,5	140,2
<i>contrat de partage (CEPP)</i>	565,9	476,6	84,2	367,0	109,6
<i>Autres</i>	37,1		0,0		0,0
<i>Transfert SOGARA</i>	27,5	143,5	522,4	132,9	-105,4
<b>Recettes hors pétrole</b>	<b>915,5</b>	<b>1 062,3</b>	<b>116,0</b>	<b>848,4</b>	<b>213,9</b>
<i>dont Impôts et taxes directs</i>	356,4	428,6	120,2	234,9	193,7
<i>Impôts et taxes indirects</i>	161,6	197,7	122,3	163,2	34,5
<i>Recettes douanières</i>	382,0	377,8	98,9	361,3	16,5
<i>autres</i>	15,4	58,2	2 455,3	89,0	-30,8
<b>Emprunts liés aux projets d'investissement</b>	<b>149,9</b>	<b>249,8</b>	<b>166,6</b>	<b>85,6</b>	<b>164,2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 370,8</b>	<b>2 646,8</b>	<b>111,6</b>	<b>1 924,3</b>	<b>722,5</b>

Sources : Comité statistiques, Trésor

Constituées de ressources propres et de ressources d'emprunt, les ressources budgétaires atteignent **2.646,8 milliards de F.cfa** contre une prévision de **2.370,8 milliards de F.cfa**. Ce niveau de ressources progresse de 37,5% par rapport à celui mobilisé en 2010.

Les ressources propres s'accroissent de 30,4% par rapport à 2010 pour s'établir à **2.397 milliards de F.cfa**. De même, les ressources d'emprunt triplent sur un an et cumulent à **249,8 milliards de F.cfa**.

#### 1.2.1 Les ressources propres

Les ressources propres, réparties entre les recettes pétrolières et les recettes hors pétrole, enregistrent une plus value de **176,2 milliards de F.cfa** tirée dans une large mesure par les recettes hors pétrole. Les ressources propres se chiffrent à **2.397 milliards de F.cfa** contre une prévision de **2.220,8 milliards**. Elles augmentent de 30,4% comparativement à l'année 2010.

Les recettes pétrolières dépassent les objectifs de la loi de finances rectificative de 2,2%

et atteignent **1.334,7 milliards de F.cfa**. Par rapport à leur niveau de 2010, les revenus du pétrole augmentent de 34,8%.

Le recouvrement de recettes hors pétrole progresse de 25,2% passant ainsi de **848,4 milliards de F.cfa** en 2010 à **1.062,3 milliards de F.cfa** en 2011. Ce niveau de réalisation dépasse de 16% les objectifs de la loi de finances rectificative.

### 1.2.2 Les ressources d'emprunt

Les ressources d'emprunt, composées uniquement d'emprunts liés aux projets d'investissement, ont connu une forte mobilisation en 2011. En effet, les tirages dépassent largement les prévisions arrêtées à **149,9 milliards de F.cfa** pour atteindre le montant de **249,8 milliards de F.cfa**. Dans le même temps, ils triplent quasiment d'une année à l'autre.

## 1.3 Exécution des dépenses

Dans l'ensemble, les dépenses publiques ont été exécutées conformément aux plafonds budgétaires arrêtés dans la loi de finances rectificative. En effet, les ordonnancements au titre des dépenses publiques se chiffrent à **2.087,7 milliards de F.cfa** sur une prévision de **2.370,8 milliards de F.cfa**. Le taux d'exécution s'établit ainsi à 88,2%, soit 11,1 points de moins qu'en 2010.

Ce niveau de dépenses intègre **304,2 milliards de F.cfa** de remboursements de la dette publique et **1.709,9 milliards de F.cfa** de dépenses hors dette.

**Tableau n°4 : Exécution des dépenses au 31 décembre 2011 (en milliards de F.cfa)**

Nature de dépense	LFR 2011(a)	Exécut déc 2011 (b)	exécut en% LFR ©	Ecart (b-a)	Exécut déc-10 (d)	Ecart (b-d)
<b>SERVICE DE LA DETTE</b>	396,2	304,2	76,8	-92,0	538,9	-234,7
Dette extérieure	233,4	210,4	90,2	-23,0	249,5	-39,1
Dette intérieure	162,9	93,8	57,6	-69,1	289,4	-195,6
DGD	113,5	50,1	44,1	-63,4	251,6	
Autres dettes	49,4	43,7	88,5	-5,7	37,8	
<b>FONCTIONNEMENT</b>	1 043,9	1 004,8	96,3	-39,1	906,3	98,5
Traitements & salaires	452,6	438,6	96,9	-14,0	412,4	26,2
Biens & services	264,1	290,8	110,1	26,7	239,0	51,8
Transferts & interventions	327,2	275,4	84,2	-51,8	254,9	36,4
<b>INVESTISSEMENT</b>	857,0	705,0	82,3	-152,0	732,2	-27,2
dont Finex	149,9	249,9	166,7	100,0	223,6	26,3
<b>TOTAL DEPENSES HORS DETTE</b>	1 900,9	1 709,9	89,9	-191,1	1 638,5	71,4
<b>PRÊTS, AVANCES &amp; DEPÔTS</b>	73,6	73,6	100	0		
<b>TOTAL GENERAL</b>	2 370,8	2 087,7	88,1	-283,1	2 177,4	-163,3

Sources : Comité statistiques, DGB, Trésor

### ***1.3.1 Dette publique***

#### ***a) Les règlements***

Conformément à la stratégie arrêtée par l'Etat visant le respect de ses engagements extérieurs et intérieurs, les règlements effectués au 31 décembre 2011 au titre de la dette publique, s'élèvent à **304,2 milliards F.cfa** représentant 76,8% du service prévisionnel. Ce montant intègre aussi bien le service géré par la Direction Générale de la Dette (DGD) qui atteint **260,5 milliards F.cfa** que les engagements suivis par les Directions Générales du Budget et des Services du Trésor (plans sociaux, rappels de solde, contentieux de l'Etat etc.) dont le service atteint le niveau de **43,7 milliards F.cfa**.

En ce qui concerne la dette publique gérée par la DGD, le montant affiché de **2,4 milliards F.cfa** concerne les rachats de l'emprunt obligataire international effectués sur le marché secondaire. Ces rachats ont été opérés en novembre 2011 grâce à la mobilisation du fonds fiduciaire logé à la Banque Mondiale.

Il est également à noter l'existence de **856 millions F.cfa** d'arriérés dus entièrement à la BGF Bank et qui portent sur une opération d'ordre relative à une compensation fiscale.

#### ***b) L'encours***

Comparativement à l'année précédente, l'encours de la dette publique est en progression de 12,4% pour s'établir à **1.450,9 milliards F.cfa** à fin décembre 2011.

Cette situation est imputable à l'effet conjugué de la forte mobilisation des financements extérieurs et de la hausse du taux de change du dollar américain.

L'encours de la dette extérieure atteint **1.394,3 milliards F.cfa**, il est en augmentation de 16%. En revanche, le stock de la dette intérieure est en diminution de 36,8% et se chiffre à **56,6 milliards F.cfa**. Les engagements relatifs à l'emprunt obligataire sous régional représentent 48% de l'encours de la dette intérieure.

### ***1.3.2 Dépenses hors dette***

Les dépenses hors dette ont été exécutées dans les limites des plafonds autorisés dans la loi de finances rectificative. Elles s'établissent à **1.709,9 milliards de F.cfa** contre une prévision de **1.900,9 milliards de F.cfa**. Le taux d'exécution ressort à 89,9%, soit 2,7 points en dessous de l'exécution de l'année précédente.

#### ***a) Dépenses de fonctionnement***

Au 31 décembre 2011, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de **1.004,8 milliards F.cfa** correspondant à un taux d'exécution de 96,3%, base ordonnances visées. Cette exécution se décompose en **438,6 milliards F.cfa** de traitements et salaires, **290,8 milliards F.cfa** de biens et services et **275,4 milliards F.cfa** de transferts et interventions.

- ***Traitements et salaires***

Budgétés à concurrence de **452,6 milliards F.cfa**, la masse salariale a été liquidée à **438,6 milliards F.cfa**, soit 96,9% de la dotation inscrite. La main d'œuvre non permanente atteint **33,9 milliards F.cfa** et la solde permanente **404,7 milliards F.cfa** dont **18,3 milliards F.cfa** de prime d'incitation à la fonction enseignante et **5,1 milliards F.cfa** de prime de rentrée scolaire.

- ***Biens et services***

Les ordonnancements visés à fin décembre 2011 s'élèvent à **290,8 milliards F.cfa** sur une dotation de **264,1 milliards F.cfa**. L'exécution des dépenses de biens et services accuse un dépassement de **26,7 milliards F.cfa**. Les principaux postes qui tirent cette exécution sont : les loyers, les assurances, les transports et déplacements, les médicaments et produits chimiques, les frais de scolarité et les services professionnels.

- ***Transferts et interventions***

Les crédits affectés à ce poste de dépenses ont été exécutés à 84,2% de la dotation. En effet, inscrites à hauteur de **327,2 milliards F.cfa**, les dépenses de transferts et interventions ont été ordonnancées à **275,4 milliards F.cfa**. Ces dépenses concernent essentiellement les dépenses de sécurité et de souveraineté, les bourses, les subventions aux organismes publics personnalisés, les péréquations, les aides aux familles, les aides aux consommations d'eau et d'électricité des familles démunies et les cotisations internationales.

## ***b) Dépenses d'investissement***

- ***Dépenses financées sur ressources propres***

Prévues à **707,1 milliards F.cfa**, les dépenses d'investissement sur ressources gabonaises sont réalisées à 99,7%. En valeur, l'exécution s'établit à **705 milliards F.cfa**, base ordonnancements visés. Ce niveau d'exécution est justifié par le bon rythme de réalisation des travaux sur le terrain et de la nécessité de mobiliser les contreparties extérieures des projets en cofinancement.

Les dépenses ordonnancées en ressources gabonaises se répartissent de la manière suivante :

- ✓ dépenses de développement : **634 milliards F.cfa** ;
- ✓ dépenses d'équipement : **70,8 milliards F.cfa**.

Les principales réalisations en dépenses de développement ont porté notamment sur les travaux de construction d'infrastructures liées à l'organisation de la CAN et à l'aménagement du réseau routier, les diverses études en vue de l'opérationnalisation des plans sectoriels tirés du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), les fermes pilotes agricoles et les réhabilitations.

La déclinaison de ces mandatements est la suivante :

- administrations en autonomie de gestion : **81,7 milliards F.cfa** ;
- projets transversaux : **382,7 milliards F.cfa** dont **292,5 milliards F.cfa** pour la construction des infrastructures sportives et hôtelières relatives à la CAN 2012 et **70 milliards F.cfa** au profit de la première tranche du Plan Directeur National d'Infrastructures suivi par l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT) ;
- Ministères chargés de l'éducation et de la formation : **37,8 milliards F.cfa** ;
- Ministère de l'Équipement et des Infrastructures : **47,2 milliards F.cfa** ;
- Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques : **9,4 milliards F.cfa** ;
- Ministère du Budget : **74,5 milliards F.cfa**, y compris les dépenses en gestion centralisée ;
- Ministère de l'Économie : **14 milliards F.cfa** ;
- Ministère des Transports : **10,4 milliards F.cfa** ;
- Ministère de la Santé : **7,9 milliards F.cfa** ;
- Ministère de l'Agriculture : **8,1 milliards F.cfa**.

L'essentiel des **70,8 milliards F.cfa** des dépenses d'équipement ordonnancées est constitué d'achat d'équipements nécessaires à l'organisation de la CAN 2012, d'acquisition d'équipements roulants, d'équipements de bureau et autres matériels pour l'Administration.

- ***Les tirages sur financements extérieurs***

Estimés à **149,9 milliards F.cfa**, les tirages sur financements extérieurs ont été exécutés à hauteur de **249,8 milliards F.cfa**. Ce niveau d'exécution s'explique par la réalisation des projets liés à la CAN 2012 et à la mise en œuvre du Plan Directeur National d'Infrastructures, notamment les projets :

- Aménagement Route Nationale (RN) : **50,6 milliards F.cfa** non prévus initialement ;
- Centrale électrique de 35 MW : **25,8 milliards F.cfa** non prévu initialement ;
- Barrage Hydroélectrique "Grand Poubara" : **31,8 milliards F.cfa** ;
- Programme routier phase 1 : **39,6 milliards F.cfa** ;
- Complexe multisports Omar BONGO ONDIMBA : **14,3 milliards F.cfa** ;
- Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo (CHUO) : **14,9 milliards F.cfa** non prévu initialement ;
- Construction nouveaux bâtiments CHL : **11,1 milliards F.cfa** ;
- Centre Hospitalier Universitaire d'Angondjé (CHUA) : **10,8 milliards F.cfa** ;
- Construction centre pénitencier : **10,3 milliards F.cfa** non prévu initialement ;
- Restructuration réseau eau de Libreville : **5,2 milliards F.cfa** ;
- Réseau interconnecté Woleu-Ntem : **7,9 milliards F.cfa** non prévu initialement.

### 1.3.3 Prêts, avances et dépôts

Au 31 décembre 2011, ce poste constitué essentiellement du Fonds souverain pour **73,6 milliards F.cfa**, a été faiblement exécuté, les autorités ayant consacré leurs efforts à la mise en place du corpus juridique de cet important instrument pour les investissements stratégiques.

C'est pourquoi dans la loi de finances rectificative une partie des ces crédits (**63 milliards F.cfa**) a été redéployée au profit de l'organisation de la CAN et de la finalisation de projets y relatifs.

## 2. La Situation au 30 juin 2012

### 2.1 Solde d'exécution

Au premier semestre 2012, les ressources budgétaires mobilisées s'élèvent à **1307,2 milliards de F.cfa** contre un niveau total des dépenses (hors prêts, avances et dépôts) de **1.018,9 milliards de F.cfa**. A ce stade, le solde d'exécution du budget indique, toutes choses égales par ailleurs, un excédent de **288,3 milliards de F.cfa**.

### 2.2 Exécution des ressources

**Tableau n°5 : Exécution des recettes budgétaires au 30 juin 2012 (en milliards de F.cfa)**

	LF 2012 (a)	Exécution juin_12 (b)	Exéc en % LF	Exécution juin_11 (c)	Ecart (b-c)
<b>Ressources propres</b>	<b>2 353,1</b>	<b>1 232,0</b>	<b>52,4</b>	<b>1 224,3</b>	<b>7,7</b>
<b>Recettes pétrolières</b>	<b>1 312,2</b>	<b>704,2</b>	<b>53,7</b>	<b>698,1</b>	<b>6,1</b>
<i>Impôts sur les sociétés</i>	192,9	121,8	63,2	120,7	1,1
<i>Redevance (RMP)</i>	381,9	254,2	66,6	248,5	5,7
<i>contrat de partage (CEPP)</i>	599,4	287,8	48,0	246,1	41,7
<i>Autres</i>	36,1		0,0		0,0
<i>Transfert SOGARA</i>	102,0	40,4	39,6	82,8	19,2
<b>Recettes hors pétrole</b>	<b>1 040,9</b>	<b>527,8</b>	<b>50,7</b>	<b>526,2</b>	<b>1,6</b>
<i>dont Impôts et taxes directs</i>	430,8	196,5	45,6	207,3	-10,8
<i>Impôts et taxes indirects</i>	209,0	90,9	43,5	85,4	5,5
<i>Recettes douanières</i>	390,3	184,8	47,3	171,8	13,0
<i>autres</i>	10,8	55,6	513,4	61,7	
<b>Emprunts liés aux investissements</b>	<b>100,0</b>	<b>75,2</b>	<b>75,2</b>	<b>85,6</b>	<b>-10,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 453,1</b>	<b>1 307,2</b>	<b>53,3</b>	<b>1 309,9</b>	<b>-2,7</b>

Sources : Comité statistiques, Trésor

Les ressources budgétaires globales constituées de ressources propres et de ressources d'emprunt s'élèvent à **1307,2 milliards de F.cfa**, correspondant à un taux d'exécution de 53,3%. Elles se stabilisent (-0,2%) comparativement à juin 2011. Pour ce qui est des ressources propres, on note une légère amélioration de 0,7% du recouvrement des recettes par rapport à la même période de l'année 2011. En revanche, les ressources d'emprunt (hors emprunt d'équilibre) enregistrent une baisse de 12,1% pour un volume de **75,2 milliards de F.cfa**.

### ***2.2.1 Les ressources propres***

Les ressources propres, constituées par les recettes pétrolières et les recettes hors pétrole, sont recouvrées à **52,4%** des prévisions. Elles s'établissent ainsi à **1.232 milliards de F.cfa** contre **1.224,9 milliards de F.cfa** au 30 juin 2011.

Pour ce qui est des recettes pétrolières dont le taux de réalisation est de **53,7%**, l'on note une certaine stabilité (0,9%) par rapport à leur niveau de fin juin 2011. Elles passent ainsi de **698,2 milliards de F.cfa** en juin 2011 à **704,2 milliards de F.cfa en juin 2012**. Cette situation résulte de l'effet conjugué de la baisse des recettes affectées à la raffinerie et de la bonne orientation à la fois de l'impôt sur les sociétés (+0,9%), de la redevance minière proportionnelle (+2,3%) ainsi que des bonifications des contrats de partage de production pétrolière (+16,9%).

Le recouvrement des recettes hors pétrole à 50,7% des objectifs de la loi de finances indique un rendement quasi identique à celui de la même période de l'année dernière. Il atteint effet, un niveau de **527,8 milliards de F.cfa** contre **526,2 milliards de F.cfa** en juin 2011.

Les *impôts et taxes directs* se chiffrent à **196,5 milliards de F.cfa** contre **207,3 milliards de F.cfa** à la même période de 2011, soit une contraction de 5,2%. Ce recul est imputable à la fois à l'impôt sur les sociétés et à celui sur les personnes physiques.

Les *impôts et taxes indirects* connaissent une progression de 6,4% pour s'établir à **90,9 milliards de F.cfa**. Cette hausse s'explique par l'effet conjugué de la dynamique de la TVA et des autres taxes sur les biens et services.

Les *recettes douanières*, quant à elles, sont en progression de 7,6% comparativement au premier semestre 2011. Elles s'élèvent à **184,8 milliards de F.cfa** contre **171,8 milliards de F.cfa** en juin 2011, soit un taux d'exécution de 47,3%.

### ***2.2.2 Les ressources d'emprunt***

Les ressources d'emprunt concernent uniquement les prêts pour les projets d'investissement.

Au 30 juin 2012, les tirages sur les financements extérieurs sont exécutés à hauteur de 75,2% des prévisions. Ils sont en net recul (-12,1%) par rapport à juin 2011 pour se situer à **75,2 milliards de F.cfa** contre **85,6 milliards de F.cfa** un an auparavant.

## **2.3 Exécution des dépenses**

L'exécution des dépenses publiques au premier semestre est relativement faible par rapport aux plafonds budgétaires arrêtés dans la loi de finances initiale. En effet, les ordonnancements visés se chiffrent à **742,4 milliards F.cfa** pour un budget général (hors prêts, avances et dépôts) plafonné à **2.177, 1 milliards F.cfa**. Le taux d'exécution à cette période est de 34,1%, soit 13,7 points de moins qu'en 2011.

Ce niveau de dépenses englobe **147,1 milliards F.cfa** de remboursements de la dette publique et **595,4 milliards F.cfa** de dépenses hors dette.

**Tableau n°6 : Exécution des dépenses au 30 juin 2012 (en milliards de F.cfa)**

Nature de dépense	LF 2012 (a)	Exécut juin 2012 (b)	Exécut en % LF	Ecart (b-a)	Exécut juin 2011 (d)	Ecart (b- d)
<b>SERVICE DE LA DETTE</b>	<b>410,7</b>	<b>147,1</b>	<b>35,8</b>	<b>-263,7</b>	<b>132,2</b>	<b>14,9</b>
<b>Dettes extérieures</b>	<b>310,2</b>	<b>126,4</b>	<b>40,7</b>	<b>-183,8</b>	<b>103,8</b>	<b>22,6</b>
<b>Dettes intérieures</b>	<b>100,6</b>	<b>20,7</b>	<b>20,6</b>	<b>-79,9</b>	<b>28,4</b>	<b>-7,7</b>
<i>DGD</i>	<i>59,2</i>	<i>16,6</i>	<i>28,1</i>	<i>-42,6</i>	<i>17,4</i>	<i>-0,8</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>41,4</i>	<i>4,1</i>	<i>9,9</i>	<i>-37,3</i>	<i>11,0</i>	<i>-6,9</i>
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 067,0</b>	<b>556,2</b>	<b>52,1</b>	<b>-510,8</b>	<b>513,5</b>	<b>42,7</b>
<b>Traitements &amp; salaires</b>	<b>537,6</b>	<b>244,2</b>	<b>45,4</b>	<b>-293,4</b>	<b>213,6</b>	<b>30,6</b>
<b>Biens &amp; services</b>	<b>282,4</b>	<b>165,3</b>	<b>58,5</b>	<b>-117,1</b>	<b>139,9</b>	<b>25,4</b>
<b>Transferts &amp; interventions</b>	<b>247,0</b>	<b>146,7</b>	<b>59,4</b>	<b>-100,3</b>	<b>160,0</b>	<b>6,8</b>
<i>dont SOGARA</i>	<i>28,5</i>	<i>21,1</i>	<i>74,1</i>	<i>-7,4</i>	<i>18,2</i>	<i>2,9</i>
<i>FER</i>	<i>15,0</i>	<i>19,2</i>	<i>128</i>	<i>4,2</i>	<i>16,0</i>	<i>3,2</i>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>699,4</b>	<b>315,6</b>	<b>45,1</b>	<b>-383,8</b>	<b>315,9</b>	<b>-0,3</b>
<i>dont Finex</i>	<i>100,0</i>	<i>70,2</i>	<i>70,2</i>	<i>-29,8</i>	<i>85,6</i>	<i>-15,4</i>
<i>RG</i>	<i>599,4</i>	<i>245,4</i>	<i>40,9</i>	<i>-354</i>	<i>230,3</i>	<i>15,1</i>
<i>CAN 2012</i>	<i>15,0</i>	<i>15,0</i>	<i>100,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>15,0</i>
<i>FER</i>	<i>26,0</i>	<i>20,0</i>	<i>76,9</i>	<i>-6,0</i>	<i>0,0</i>	<i>20,0</i>
<b>TOTAL DEPENSES HORS DETTE</b>	<b>1 766,4</b>	<b>871,8</b>	<b>49,4</b>	<b>-894,6</b>	<b>829,4</b>	<b>42,4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 177,1</b>	<b>1 018,9</b>	<b>46,8</b>	<b>-1 158,2</b>	<b>961,6</b>	<b>57,3</b>

Sources : Comité des statistiques, DGB, Trésor

### 2.3.1 Dette publique

#### a) Les règlements

Dans le strict respect des engagements (extérieurs et intérieurs) pris par l'Etat, les règlements effectués au 30 juin 2012 au titre de ce poste de dépense, s'élèvent à **147,1 milliards F.cfa** représentant 35,8% du service prévisionnel de la dette. Cette masse intègre aussi bien le service géré par la Direction Générale de la Dette (DGD) qui atteint **126,4 milliards F.cfa** que la dette intérieure combinée, gérée également par les Directions Générales du Budget et des Services du Trésor (plans sociaux, rappels de solde, contentieux de l'Etat etc.), qui est de l'ordre de **20,7 milliards F.cfa**.

Il est enregistré au cours du premier semestre **1,5 milliard F.cfa** d'arriérés dont **735 millions F.cfa** sur la dette extérieure et **725 millions F.cfa** sur la dette intérieure.

## ***b) L'encours***

A fin juin 2012, l'encours de la dette publique s'établit à **1.492,4 milliards F.cfa**. Ce montant intègre **2,6 milliards F.cfa** de dette garantie.

La dette directe se répartit ainsi qu'il suit :

- dette extérieure : **1.431,8 milliards F.cfa** comprenant **343,7 milliards F.cfa** de dette bilatérale, **394,9 milliards F.cfa** de dette commerciale, **232,6 milliards F.cfa** de dette multilatérale et **460,5 milliards F.cfa** de dette envers le marché financier. ;
- dette intérieure : **57,9 milliards F.cfa** dont **27,2 milliards F.cfa** envers le marché financier, **12 milliards F.cfa** de dette bancaire et **18,7 milliards F.cfa** de dettes diverses.

Comparativement à la situation à fin décembre 2011, l'encours de la dette enregistre une hausse de **41,5 milliards F.cfa** imputable essentiellement à la dette extérieure qui augmente de **40,2 milliards F.cfa** en raison de l'appréciation du taux de change.

### ***2.3.2 Dépenses hors dette***

Les dépenses hors dette ont été exécutées dans les limites des plafonds autorisés dans la loi de finances de l'année. Elles s'établissent à **871,8 milliards F.cfa** contre une prévision de **1.766,4 milliards F.cfa**. Le taux d'exécution ressort à 49,4% soit 0,9 point en dessous de celui de la même période de l'année précédente (50,3%).

#### **a) Dépenses de fonctionnement**

Au 30 juin 2012, les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de **556,2 milliards F.cfa** correspondant à un taux d'exécution de 52,1%, base ordonnances visées. Cette exécution se décline en **244,2 milliards F.cfa** de traitements et salaires, **165,3 milliards F.cfa** de biens et services et **146,7 milliards F.cfa** de transferts et interventions.

- ***Traitements et salaires***

Inscrits à hauteur de **537,6 milliards F.cfa**, la masse salariale à cette période de l'année a été liquidée à **244,2 milliards F.cfa**, soit 45,4% de la dotation inscrite.

La main d'œuvre non permanente atteint **14,6 milliards F.cfa** et la solde permanente **229,6 milliards F.cfa**.

Pour ce qui est de la solde permanente, **2,5 milliards F.cfa** ont servi au paiement de la solde forfaitaire « contractuels » (**1,2 milliard F.cfa**), des gardiens du Trésor (**471 millions F.cfa**), des infirmiers locaux (**345 millions F.cfa**), des moniteurs locaux (**558 millions F.cfa**). L'exécution a été particulièrement caractérisée entre autres, par le paiement de la PIFE aux personnels des secteurs éducation et affaires sociales. A cela, il convient de souligner les effets multiplicateurs que sont la prise en compte de nouvelles entrées en solde, l'harmonisation de l'indemnité de logement à tous les agents de l'Etat et la prise en compte des glissements catégoriels.

- ***Biens et services***

Les ordonnancements visés à fin juin 2012 s'élèvent à **165,3 milliards F.cfa**, soit 58,5% de la dotation initiale, qui est de **282,4 milliards F.cfa**. L'exécution de ce poste de dépense accuse un rythme de consommation plus rapide qu'à la même période de l'année précédente.

En effet, les dépenses de biens et services sont de **25,4 milliards F.cfa** au dessus des réalisations à fin juin 2011 qui se chiffrent à **139,9 milliards F.cfa**. Les principaux postes qui tirent cette exécution sont les loyers, les assurances, les transports et déplacements, les médicaments et produits chimiques, les frais de scolarité et les services professionnels.

- ***Transferts et interventions***

Budgétés à hauteur de **247 milliards F.cfa**, les crédits affectés à ce poste de dépenses ont été exécutés à 59,4% de la dotation budgétaire inscrite, soit **146,7 milliards F.cfa**. Ces charges concernent essentiellement les dépenses de sécurité et de souveraineté, les bourses, les subventions aux organismes publics personnalisés, les péréquations, les aides aux familles, les consommations d'eau et d'électricité et les cotisations internationales.

## **b) Dépenses d'investissement**

- ***Dépenses financées sur ressources propres***

Arrêtées à **699,4 milliards F.cfa**, les dépenses d'investissement se répartissent en dépenses sur Ressources Gabonaises (RG) pour **599,4 milliards F.cfa** et en financements extérieurs (Finex) pour **100 milliards F.cfa**.

A fin juin 2012, l'exécution de ces dépenses s'établit à **315,6 milliards F.cfa**, base ordonnancements visés réalisées à 45,1%. Ce niveau d'exécution relativement bas, est dû à l'attentisme des gestionnaires de projets par rapport à la mise en place du nouveau code des marchés publics d'une part, aux difficultés rencontrées dans la réalisation de projets sans études préalables, d'autre part.

- ***Les tirages sur financements extérieurs***

Fixés à **100 milliards F.cfa**, les tirages sur financements extérieurs ont été exécutés à hauteur de **70,2 milliards F.cfa**, soit 70,2%. Le bon rythme de consommation de cet apport extérieur, se justifie par la volonté affichée par le Gouvernement dans la mobilisation des finex pour la réalisation des projets suivants :

- ✓ Extension aménagement permis forestier (AFD/PEDAPPF): **239 millions F.cfa**;
- ✓ Réhabilitation route Ndjolé-Médoumane (AFD): **633 millions F.cfa**;
- ✓ Restructuration réseau eau Libreville (AFD): **3,5 milliards F.cfa**;
- ✓ Plan national développement sanitaire (AFD): **131 millions F.cfa**;

- ✓ Projet de développement agricole (AFD) : **74,8 millions F.cfa**;
- ✓ Assainissement POG (AFD): **126 millions F.cfa** ;
- ✓ Aménagement des aéroports (Fonds Koweïtien de développement): **670 millions F.cfa**;
- ✓ Projet barrage Grand Poubara (Export/Import Bank Chine): **3,7 milliards F.cfa**;
- ✓ Projet hydro-électrique Grand Poubara (Export/Import Bank Chine): **13,7 milliards F.cfa**;
- ✓ Aménagement route national RN 1 (Deutsche Bank) : **3,9 milliards F.cfa** ;
- ✓ Projet interconnecté Woleu-Ntem (BNP Paribas): **3,2 milliards F.cfa**;
- ✓ Projet Centre Hospitalier Universitaire d'Owendo(Société Générale) : **8,1 milliards F.cfa** ;
- ✓ Réseau de l'Administration Gabonaise (Société Générale): **5,7 milliards F.cfa** ;
- ✓ Centre Hospitalier Universitaire d'Angondjé (Fortis Bank) : **1,7 milliards F.cfa** ;
- ✓ Projet Centrale Electrique 35 Mégawatts (Bank Hapoalim-Israël) : **4,9 milliards F.cfa** ;
- ✓ Projet véhicules militaires (SDP-Suisse): **2,5 milliards F.cfa** ;
- ✓ Programme routier phase 1 (BAD) : **10,9 milliards F.cfa** ;
- ✓ Projet appui secteur pêche(BAD) : **788 millions F.cfa** ;
- ✓ Projet aéroport (BDEAC) : **11 milliards F.cfa** ;
- ✓ Projet infrastructure locales (PDIL/BIRD): **505 millions F.cfa**;
- ✓ Projet gestion des ressources naturelles (BIRD) : **4,8 milliards F.cfa**;
- ✓ Projet de développement agricole (FIDA) : **56 millions F.cfa**.

**DEUXIEME PARTIE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET POLITIQUE DU  
GOUVERNEMENT**

## I-PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Dans la perspective d'un redressement de l'économie mondiale en 2013, la demande de nos principaux produits resterait soutenue. Ainsi, les ventes des matières premières seraient bien orientées, notamment le brut gabonais, qui, en dépit de la baisse des cours, serait favorisé par l'ascension du taux de change du dollar face à l'euro en 2013. En outre, dans un contexte de mise en œuvre progressive du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) à travers notamment, l'exécution du Schéma Directeur National des Infrastructures (routes, voies ferrées, ports, aéroports, et barrages hydroélectriques), les activités tournées vers le marché intérieur seraient dynamisées.

### A- Principales Hypothèses

En l'absence de découvertes majeures, la production pétrolière baisserait de 0,5 % à **12,262** millions de tonnes en 2013. Le marché international de pétrole, marqué par une tendance à l'équilibre entre l'offre et la demande, observerait une diminution des cours. Ainsi, le cours moyen des bruts gabonais serait en baisse de 4,5% à 96 USD.

En revanche, dans le secteur minier, les efforts d'investissement réalisés depuis 2010 favoriseraient la mise en exploitation des gisements de manganèse de *Ndjolé* et *Franceville*, ainsi que celle de l'or de *Bakoundou*. Au total, la production minière se situerait à **5,050** millions de tonnes (contre 4 millions de tonnes en 2012) pour le manganèse et 1,2 tonne pour l'or. Sur le marché international, le prix de vente de la tonne de manganèse devrait se redresser de 43,6% à 278,2 USD.

**Tableau n° 7 : Hypothèses du cadrage macroéconomique**

	Prévisions			Variation
	LFI 2012	LFR 2012	LFI 2013	LFI 2013/ LFR 2012
Production pétrolière (en milliers de tonnes)	12 655	12 323	12 262	-0,5
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	94,7	100,5	96	-4,5
Taux de change du dollar US (en F.cfa)	467,8	500,8	510	1,8
Exportations de manganèse (en milliers de tonnes)	4 500	4000	5050	26,3
Prix de vente de manganèse (\$US/tonne)	325,9	193,8	278,2	43,6

*Source : Direction Générale de l'Économie et de la Législation Fiscale*

## B- Résultats de la Projection

### 1. L'équilibre des biens et services

Le produit intérieur brut progresserait en termes réels de 7,1 % en 2013. Il serait porté pour l'essentiel, par le dynamisme du secteur hors pétrole (+10,1%), alors que la production pétrolière serait en léger repli de 0,5%.

**Tableau n°8 : Évolution du taux de croissance du PIB**

	2011	2012	2013
<b>PIB total</b>	<b>7,0</b>	<b>7,4</b>	<b>7,1</b>
Pétrole	-2,4	1,5	-0,5
Hors pétrole	11,7	10,0	10,1

*Source : Direction Générale de l'Économie et de la Législation Fiscale*

Au niveau sectoriel, le secteur primaire s'inscrirait en hausse de **1,7%**, tandis que le secondaire et le tertiaire progresseraient respectivement de **20,5%** et **9,6%**.

L'amélioration des activités du secteur primaire résulterait principalement de la bonne tenue de l'exploitation forestière (+18,5%) et des activités minières (+18,7%).

La vigueur des activités du secteur secondaire proviendrait des performances entrevues dans la quasi-totalité des branches. Toutefois, ce sont l'industrie du bois (+22,5%), les BTP (+31,4%) et l'énergie qui seraient les principaux moteurs de la croissance du secteur.

Le secteur tertiaire, pour sa part, serait tiré essentiellement par les transports et télécommunications (+9,7%) et les services (9,5%).

Du côté de la demande, l'activité serait soutenue par la demande intérieure, tirée principalement par l'investissement total. Dans le même temps, les exportations augmenteraient de 1,1 point en pourcentage du PIB, alors que les importations croitraient de 3,2 points.

L'inflation resterait stable aux alentours de 2,5% en 2013, malgré la forte pression de la demande interne. Cette maîtrise de l'inflation dans la norme communautaire de la CEMAC résulterait des effets des mesures, mises en œuvre par le Gouvernement depuis 2012, contre la vie chère au Gabon et de la stabilité des prix internationaux.

### 2. Les comptes des agents

#### 2.1 Les entreprises

Les entreprises enregistreraient des performances satisfaisantes en 2013 : la production totale en valeur serait en hausse de 5%, à cause principalement du relèvement de la production non pétrolière, suite à la mise en exploitation de nouveaux gisements miniers, malgré la relative baisse de la production pétrolière.

Dans ces conditions, malgré le relèvement des consommations intermédiaires (2,5%) en rapport avec l'accroissement volume d'activité du secteur non pétrolier, la valeur ajoutée des sociétés et quasi-sociétés serait orientée positivement (+6,5%).

## **2.2 Les ménages**

L'embellie globale de l'activité économique devrait doper le marché de l'emploi et conforter les revenus des ménages. Dans un contexte de maîtrise des tensions inflationnistes, le pouvoir d'achat des ménages connaîtrait une relative stabilité.

## **2.3 Les administrations**

L'État devrait poursuivre sa réforme des finances publiques avec pour objectifs l'efficacité des administrations fiscale et douanière, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique. Dans cette optique, le niveau relativement confortable des revenus budgétaires attendus en 2013 devrait permettre la poursuite de l'exécution soutenable du programme de développement entamé depuis 2010. En conséquence, malgré le poids de la dépense publique primaire, le déficit primaire hors-pétrole resterait en deçà de 18% en 2013.

## **2.4 Le reste du monde**

Les échanges avec le reste du monde demeureraient excédentaires en faveur du Gabon en 2013. En effet, le solde des biens et services non facteur progresserait légèrement (1,1%), en rapport avec la bonne tenue des exportations qui croîtraient de 5%, pendant que les importations seraient relevées de 8,8% en réponse à la vigueur de l'activité économique domestique.

# **II- POLITIQUE ECONOMIQUE**

Confirmant son ambition de faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025, le Président de la République a instruit le Gouvernement à poursuivre la mise en œuvre du « Plan Stratégique Gabon Emergent : PSGE », dont les premières réalisations notamment en matière d'infrastructures routières et énergétiques sont perceptibles.

Ainsi, le budget pour l'exercice 2013 permettra de mettre un accent particulier sur la réalisation du Plan Directeur National d'Infrastructures, le renforcement du secteur social et la poursuite des différentes réformes.

La mise en œuvre du PSGE nécessitant d'importants besoins financiers, auxquels le Gouvernement devra répondre tout en préservant la stabilité macroéconomique, des efforts sont déployés pour assurer une cohérence entre le cadrage macroéconomique et les allocations budgétaires. Le Gouvernement de la République s'attèlera également à renforcer les mesures de mobilisation de recettes et de gestion de dépenses.

## **A- Politique Sectorielle**

La poursuite de la mise en œuvre du PSGE nécessitera le renforcement des actions visant à transformer l'économie pour relever la croissance et améliorer le social. De ce fait, le Gouvernement mettra l'accent sur la promotion du secteur productif, le développement du secteur privé et l'amélioration du climat des affaires, la mise en place des infrastructures et le crescendo du secteur social.

### **1. Le secteur productif**

Le Gouvernement est déterminé à poursuivre son objectif de diversification des sources de croissance à travers des actions sur l'agriculture, la forêt et le pétrole. Ces actions comprennent :

- la construction et/ou la réhabilitation des centres de recherche agricole, le développement de l'agriculture périurbaine et des cultures vivrières intensives (riz, soja, maïs, produits maraîchers et d'élevage), la promotion des filières agroindustrielles d'exportation (palmier à huile, cacao, hévéa et café) ainsi que l'acquisition des équipements ;
- la construction d'un pôle de compétence agricole à Oyem pour soutenir la formation professionnelle en vue de l'insertion des jeunes dans ce secteur ;
- l'extension des centres d'appui à la pêche artisanale de Lalala et de Lambaréné ;
- la création du bureau industriel de bois (BIB) qui accompagnera les opérateurs de la filière dans le respect du cahier de charge induit par l'interdiction d'exportation des grumes.
- Le lancement des études relatives à l'installation d'une nouvelle raffinerie au Gabon.

### **2. Le développement du secteur privé et l'amélioration du climat des affaires**

Afin de relever la contribution du secteur privé hors-pétrole dans la formation de la richesse nationale, le Gouvernement entend consolider son action sur l'amélioration du cadre des affaires et le développement du secteur privé avec notamment :

- la création des tribunaux de commerce dans le cadre de la mise en conformité du droit gabonais avec les dispositions de l'OHADA ;
- l'opérationnalisation de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX) ;

### 3. Le secteur des infrastructures

Amorcé en 2011, avec la mise en œuvre de la première phase du *Plan Directeur National d'Infrastructures* et l'entame de sa deuxième phase en 2012, le développement des infrastructures se poursuivra en 2013. Dans cette optique, les crédits budgétaires consacrés au développement des infrastructures sont en hausse en 2013. Ces dotations serviront à combler le déficit en logement, en infrastructures énergétiques, de télécommunication et de transport.

*En matière de transport*, la construction et la modernisation des routes permettront de relier les principaux pôles de développement et améliorer la compétitivité de l'économie.

Il s'agit des tronçons routiers suivants :

- Ndéndé – Doussala : 46 km ;
- Tchibanga – Mayumba : 106 km ;
- Okondja – Lastourville : 120 km ;
- Fougamou – Mouila : 111 km ;
- Lalara – Koumameyong : 63 km ;
- Koumameyong – Ovan : 51 km ;
- Ndjolé – Medoumane : 46 km ;
- Port-Gentil - Mandorové : 34 km ;
- Mandorové – Four Place : 334 km ;

De même seront poursuivis les travaux de restructuration des aéroports de Franceville (Mvengue) et Port-Gentil, ainsi que l'entame de la modernisation des aéroports de Tchibanga, Koulamoutou, Mouila, Makokou, Mayumba et Lambaréné.

Par ailleurs, des études sont envisagées pour l'agrandissement, la réhabilitation et la modernisation du port d'Owendo, la construction du port fluvial industriel de Lambaréné et la création d'un canal de navigation entre Ndjolé et Lambaréné.

Au titre du développement des *infrastructures énergétiques*, l'enjeu pour le Gouvernement est d'augmenter la production de ce secteur grâce à la construction d'une centrale à gaz à Alenakiri d'une part ; et la poursuite des travaux de construction des ouvrages électriques (Réseau National de Transport d'électricité) et hydro-électriques (les chutes de l'Impératrice, le grand Poubara, FE 2, Booué, Ngoulmendjim, Tsengué-Lélidi et Dibwangui) d'autre part.

De plus, le Gouvernement entreprendra la réforme de l'Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie et la mise en place d'un cadre réglementaire adapté au partenariat public-privé.

Dans le domaine des *infrastructures de télécommunication*, les efforts du Gouvernement seront consacrés à :

- la poursuite du déploiement des infrastructures numériques (câble ACE « Atlantic Connexion to Europe », pour l'extension de l'accès au haut débit et

réseau Wimax administratif) sur l'ensemble du territoire par l'interconnexion de toutes les capitales provinciales ;

- la poursuite de l'élaboration du plan géomatique pour constituer le système d'information géospatial du Gabon ;
- la création et l'organisation de la Société de Patrimoine des Infrastructures Numériques (SPIN).

S'agissant de *l'habitat*, la politique menée vise l'orientation des ressources en faveur de l'accès au logement à travers la réforme du cadre foncier, l'aménagement des terrains urbains et la baisse du coût des matériaux de construction.

Les principales actions à entreprendre concernent :

- L'opérationnalisation de l'Agence Nationale de l'Urbanisme, des Travaux topographiques et du Cadastre (ANUTTC) ;
- le renforcement des missions de la SNI ;
- le renforcement des activités de la Banque Nationale de l'Habitat (BNH).

#### **4. Le secteur social**

Pour l'exercice budgétaire 2013, le Gouvernement continuerait à accroître les moyens alloués au renforcement du système éducatif, à la promotion de la santé, à la protection sociale, à l'épanouissement de la jeunesse et à la promotion du sport.

##### **4.1 Les actions en faveur du système éducatif**

Le système éducatif sera orienté principalement vers :

- la modernisation de l'ensemble des structures de restauration en vue de l'amélioration de l'offre ;
- le financement des Masters et de la formation doctorale à l'Université des Sciences Techniques de MASUKU (USTM) et à l'Université Omar Bongo (UOB) ;
- le renforcement des crédits du Conseil Scientifique (CS) de l'Université des Sciences de la Santé (USS) ;
- le renforcement des équipements scolaires ;
- la construction des écoles professionnelles des métiers du bois, de l'hôtellerie et du secteur de l'industrie.

## 4.2 Les actions en faveur de la Santé publique

En matière de santé publique, l'accent sera mis sur :

- le renforcement des capacités du personnel soignant suite à l'ouverture de nouvelles filières de formation à l'Institut Nationale de Formation en Actions Sanitaires et Sociales (INFASS) avec l'appui de la coopération canadienne ;
- l'intensification des actions de prévention et des actions curatives contre les pandémies, les maladies transmissibles et non transmissibles ;
- la poursuite de la construction des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) de Libreville et d'Owendo ;
- la poursuite de la construction de deux nouveaux Centres Hospitaliers Régionaux à Oyem et à Mouila ;
- la mise en place d'une centrale d'achat des produits pharmaceutiques afin d'en optimiser la disponibilité ;
- l'augmentation du Fonds d'appui à la lutte contre le VIH-SIDA de **2,5 milliards de F.cfa** à **3,3 milliards de F.cfa** pour l'achat des antirétroviraux et les actions de prévention.

## 4.3 Les actions en faveur de la protection sociale et la lutte contre l'exclusion des groupes vulnérables

Dans son souci permanent de lutter contre la précarité, le Gouvernement a mis en place deux instruments d'importance dans l'amélioration et la gestion de l'aide sociale et de la consolidation de la protection de la famille. Ces instruments sont le fonds d'aide social et l'observatoire national de protection des droits de la famille.

Le fonds d'aide social vise la lisibilité et l'efficacité de la politique d'aide sociale aux personnes vulnérables.

L'observatoire quant à lui, a pour objet de centraliser et d'actualiser les données statistiques.

## **B- Politique Budgétaire**

La poursuite des efforts entamés oblige à davantage de prudence et nécessite la mise en œuvre des réformes engagées. Ces efforts permettraient d'optimiser les recettes en vue de diversifier les sources de financement des projets et rendre plus efficace la dépense publique.

### **1. Les mesures concernant les recettes et les nouvelles sources de financement**

#### **1.1 Mécanismes d'optimisation des recettes**

En matière d'optimisation des recettes, le Gouvernement maintient sa stratégie visant l'élargissement de la base imposable à travers des mesures incitatives. Aussi les aménagements envisagés de la législation fiscale, conduisent-ils à modifier certaines dispositions du Code Général des Impôts ou à intégrer des nouvelles dans la loi de finances pour 2013. Ces changements portent sur l'Impôt sur les Sociétés, l'Impôt Minimum Forfaitaire, le régime fiscal des sous-traitants des entreprises pétrolières, l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, les modalités de recouvrement des gains de jeux de hasard, le régime fiscal des entreprises nouvelles, la Taxe sur la Valeur Ajoutée, la Taxe Complémentaire sur les Traitements et Salaires et les procédures fiscales.

#### **1.2 Mécanismes de diversification des sources de financement**

Grâce à l'adoption du décret n° 0254/PR/MEEDD du 19 juin 2012 portant Code des Marchés Publics en République Gabonaise, le Gouvernement explorera des nouvelles stratégies de financement en appui aux recettes fiscales. Il s'agit, entre autres, de favoriser une plus forte contribution du secteur privé au financement du développement à travers le renforcement des Partenariats Public-Privé dans le financement des édifices publics et ouvrages socioéconomiques.

Enfin, le recours au marché financier local et les avantages fiscaux accordés aux investisseurs stratégiques compléteront les modalités de financement des besoins en trésorerie de l'Etat.

### **2. Les mesures structurelles de gestion des dépenses hors dette**

Les mesures prises par le Gouvernement dans ce domaine concernent les phases de préparation et d'exécution du Budget.

Le fait innovant dans la *phase de préparation* reste l'inscription au titre du budget d'investissement des projets qui ont fait l'objet d'une étude restituée et validée au cours d'un processus participatif. Afin de mettre en œuvre ce processus, le Gouvernement mettra en place un fonds d'études sectorielles qui aura pour but de rendre transparent et objectif le choix des projets devant concourir à l'opérationnalisation du Plan Stratégique Gabon Emergent.

En conséquence, seuls les Termes de Références (TDR) des études pour les nouveaux projets font l'objet d'examen conformément aux principes arrêtés par le Guide de montage de projets qui a été validé par l'ensemble de l'Administration au mois de mars 2012.

Les mesures liées à *l'exécution* concernent les plans de passation de marchés (PPM) et les plans d'engagement (PE) initiés depuis 2011 avec pour objectifs de réduire les délais d'exécution du budget et prévenir les tensions de trésorerie.

Il ressort que la faible maîtrise de la conception et de l'utilisation de ces instruments n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Afin de pallier cette carence, le Gouvernement a fait appel à l'assistance de la Banque Mondiale en vue de l'amélioration de ces instruments et de leur appropriation par les utilisateurs. De plus, le système VECTYS de gestion intégré de préparation, d'exécution et de contrôle du budget en cours d'acquisition permettra d'implémenter ces instruments dans le but d'en systématiser l'utilisation.

Par ailleurs, d'autres mesures de maîtrise de la dépense publique seront prises. Il s'agit notamment de la gestion électronique des documents et l'informatisation complète des actes de gestion de la solde, les départs volontaires et la retraite anticipée des agents de la Fonction Publique.

### **3. La réforme budgétaire et les instruments de mise en œuvre**

La démarche progressive de mise en place de la Budgétisation par Objectif de Programme (BOP) se poursuivra en 2013 par les actions suivantes :

- la généralisation de la structuration des programmes à l'ensemble de l'Administration avec l'assistance technique d'AFRITAC-Centre ;
- l'adaptation des procédures de préparation et d'exécution budgétaire à travers notamment l'élaboration d'un manuel de procédure;
- l'élaboration des termes de référence pour la mise en place d'un organe chargé de l'audit des programmes ;
- la généralisation de la démarche de performance à l'ensemble de l'Administration ;
- l'élaboration d'une nomenclature budgétaro-comptable par nature économique inspirée des Directives CEMAC ;
- la désignation des responsables de programme ;
- la transposition des directives de la CEMAC dans le droit interne.

De plus, l'évolution du projet comptabilité matière actuellement en phase terminale va permettre d'optimiser les dépenses en charges communes et d'avoir un meilleur suivi du patrimoine de l'Etat dès l'année 2013.

La mise en œuvre technique de cette réforme sera matérialisée par des outils modernes de gestion à travers l'acquisition et l'implémentation de nouveaux systèmes d'information (PRACTIS pour la gestion du patrimoine de l'Etat et VECTYS pour la préparation et l'exécution du budget).

## **4. La stratégie d'endettement pour 2013**

### **4.1 La justification de l'emprunt**

Pour 2013, la stratégie d'endettement public a pour objectif d'assurer une présence plus active du Gabon sur le marché de la dette.

En effet, l'endettement de l'Etat en 2013 se justifierait essentiellement par la nécessité de participer au financement du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) 2012-2016. La mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre complète du SDNI se fera majoritairement à travers un partenariat actif avec le secteur privé et autres types de concession.

### **4.2 La répartition des tirages sur financements extérieurs (FINEX)**

Les tirages sur les conventions de financements extérieurs en cours d'exécution sont affectés en priorité aux secteurs : Route, Hydro-électrique, Aéro-portuaire, Communications et Télécommunications.

Les décaissements au profit du secteur de la Route serviront essentiellement à la poursuite des Programmes Routiers phase I et II, à l'aménagement des tronçons routiers Pk12-Bifoun, Ndjolé-Medoumane, Lalara-Koumameyong et Akiéni-Okondja.

Quant au secteur Hydro-électrique, les tirages sur FINEX seront principalement affectés à la poursuite de la réalisation des projets : Réseau Interconnecté du Woleu-Ntem, Barrage Hydro-électrique Grand Poubara, Sécurisation du Réseau Electrique de Libreville et Réhabilitation du Réseau d'Eau de Libreville.

En ce qui concerne le secteur des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC), les tirages mobilisés seront consacrés au développement de la Dorsale des Télécommunications en Afrique Centrale.

Les tirages au profit du secteur de la Santé concerneront la construction et l'équipement des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU).

S'agissant des décaissements sur les nouveaux emprunts, ils seront affectés prioritairement aux secteurs de la Route, de l'Energie, des Télécommunications, des Ports et Aéroports.

Globalement, la réalisation d'infrastructures absorbera 91,7% des montants mobilisés au titre des décaissements sur financements extérieurs et intérieurs.

## 4.3 Le plafond des nouveaux emprunts et les tirages prévisionnels

### 4.3.1 *Le plafond des nouveaux emprunts*

Pour 2013, le plafond des nouveaux emprunts s'élève à 840 milliards de F.cfa, comprenant des engagements extérieurs d'un montant de 600 milliards de F.cfa (71,4%) et des emprunts intérieurs se chiffrant à 240 milliards de F.cfa (28,6%).

### 4.3.2 *Les tirages prévisionnels sur financements extérieurs et intérieurs*

Compte tenu du rythme d'exécution des projets financés sur les conventions signées les années précédentes et des prévisions de décaissements sur les nouveaux engagements pour la période 2013-2015, le montant estimé des décaissements est de 508,7 milliards de F.cfa en 2013.

## 4.4 Les termes des nouveaux engagements

Les nouveaux *emprunts extérieurs* seront contractés conformément aux orientations du Document Cible de Politique d'Endettement Public, comme suit :

- les dettes multilatérales auront une maturité moyenne de 20 ans, assortie d'un différé d'amortissement de 5 ans ;
- les dettes bilatérales auront une maturité moyenne de 15 ans et une période de grâce de 3 ans ;
- les dettes commerciales auront une maturité moyenne comprise entre 7 et 10 ans et un différé minimal de 2 ans.

De même, pour se couvrir contre les risques de refinancement, les dettes commerciales ne pourront pas excéder le seuil de 40% des nouveaux engagements extérieurs.

De plus, dans le cadre de la maîtrise des risques de taux d'intérêt, le portefeuille des nouveaux emprunts respectera la composition de la dette existante, à savoir près d'un tiers d'engagements contractés à taux d'intérêt variable.

Enfin, pour atténuer l'exposition aux risques de taux de change, deux tiers (2/3) du montant des nouveaux engagements seront libellés en Euro.

Les nouveaux *engagements intérieurs* seront composés d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA) de 5 et 10 ans à remboursement in fine. Ces dernières seront émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC, au cours du second semestre 2013.

## **TROISIEME PARTIE L'EQUILIBRE FINANCIER**

L'équilibre financier de la loi de finances de l'année 2013 reflète la conjoncture nationale et internationale présentée dans les perspectives économiques. Tout en poursuivant la mise en œuvre des projets du Plan Stratégique Gabon Emergent, notamment le financement du Plan Directeur National d'Infrastructures (PDNI) et le vaste programme de construction de logements, le Gouvernement s'attèle à organiser la célébration de grands événements (Centenaire du Dr Albert Schweitzer en 2013, les élections locales, le recensement général de la population, le sommet de l'Union Africaine en 2014, etc.).

Ainsi, les ressources attendues portent le budget de l'année 2013 à **3.141,2 milliards F.cfa** contre **2.759,6 milliards F.cfa**, soit une hausse de **381,6 milliards F.cfa**.

## I-EQUILIBRE DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Les opérations budgétaires retracent les ressources propres et les dépenses totales hors remboursement en capital.

**Tableau n°9 : Résumé des opérations financières de l'Etat**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	Ecart LF 2013/LFR 2012
<b>1. Opérations budgétaires</b>			
Ressources propres (+)	2 511 142	2 632 481	121 340
Dépenses courantes (-)	1 392 336	1 414 456	22 120
Dépenses en capital (-)	1 044 562	1 216 932	172 370
<b>Solde des opérations budgétaires (+/-)</b>	<b>74 244</b>	<b>1 094</b>	<b>-73 150</b>

Sources : DGST, DGB, DGI, DGDDI, DGH

### A- Ressources Propres

**Tableau n°10: Répartition des ressources propres**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			VALEUR	%
Recettes pétrolières	1 460 138	1 442 368	-17 770	-1,22
Recettes hors pétrole (hors dons)	1 051 007	1 190 117	139 110	13,24
Dons	0	0	0	
<b>Total recettes hors pétrole (y compris dons)</b>	<b>1 051 007</b>	<b>1 190 117</b>	<b>139 110</b>	<b>13,24</b>
<b>Ressources propres totales</b>	<b>2 511 146</b>	<b>2 632 481</b>	<b>121 340</b>	<b>4,83</b>

Sources : DGI, DGDDI, DGELF, DGH

Les ressources propres se décomposent en recettes non pétrolières évaluées à **1.190,1 milliards F.cfa** et en recettes pétrolières arrêtées à **1.442,4 milliards F.cfa**.

## 1. Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières, arrêtées à **1.442,4 milliards F.cfa** seraient en baisse de **17,8 milliards F.cfa** par rapport à l'année précédente, reflétant le recul de la production pétrolière en volume et la baisse des cours sur le marché du pétrole.

**Tableau n°11 : Les recettes pétrolières**

(en millions de F.cfa)

	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			VALEUR	%
Impôts sur les sociétés	295 000	215 200	-79 800	-27,05
Redevance	410 000	424 117	14 117	3,44
Contrats de partage de production	719 038	760 751	41 713	5,80
<i>dont recettes affectées aux fluctuations des prix des produits raffinés</i>	<i>142 980</i>	<i>132 300</i>	<i>-10 680</i>	<i>-7,47</i>
Autres recettes	36 100	42 300	6 200	17,17
Redevance superficielle	1 168	1 168	0	0,00
Boni	970	970	0	0,00
Participations dans les sociétés pétrolières	33 962	40 162	6 200	18,26
<b>Total recettes pétrolières</b>	<b>1 460 138</b>	<b>1 442 368</b>	<b>-17 770</b>	<b>-1,22</b>

Sources : DGI, DGH, DGELF

Les recettes issues du secteur pétrolier se répartissent en Impôt sur les sociétés, Redevance minière proportionnelle, Contrats de partage de production et autres recettes pétrolières.

En baisse de **79,8 milliards F.cfa**, les recettes générées par l'"Impôt sur les Sociétés" s'établiraient à **215,2 milliards F.cfa** en 2013.

La "Redevance Minière Proportionnelle" quant à elle est estimée à **424,1 milliards F.cfa**. Elle serait en hausse de **14,1 milliards F.cfa** par rapport à la loi de finances rectificative 2012.

Les recettes issues des "Contrats d'Exploration et de Partage de Production" dans les champs pétroliers s'élèveraient à **760,7 milliards F.cfa** contre **719 milliards F.cfa** l'année précédente, soit une hausse de 5,8%.

Les autres recettes pétrolières connaissent une hausse de **6,2 milliards F.cfa** et se situeraient à **42,3 milliards F.cfa**. Elles se décomposent en :

- produits de participation de l'État dans les sociétés pétrolières évalués à **40,2 milliards F.cfa** ;
- redevance superficielle arrêtée à **1,2 milliard F.cfa**;
- bonis sur attribution des permis pour **970 millions F.cfa**.

## 2. Les recettes hors pétrole (hors dons)

Globalement, les recettes hors pétrole seraient en hausse de **139,1 milliards F.cfa**, cette augmentation s'expliquerait par la bonne orientation de l'activité économique nationale. Elles s'établiraient, au titre de la loi de finances 2013, à **1.190,1 milliards F.cfa** contre **1.051 milliards F.cfa** en 2012.

**Tableau n°12 : Les recettes hors pétrole (hors dons)**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			VALEUR	%
Impôts et taxes indirects	253 555	277 202	23 647	9,33
<i>dont TVA</i>	185 159	200 067	14 908	8,05
Impôts et taxes directs*	342 076	408 174	66 098	19,32
Recettes douanières	390 300	399 500	9 200	2,36
Autres recettes hors pétrole*	65 076	105 241	40 165	61,72
<b>Total recettes hors pétrole hors dons</b>	<b>1 051 007</b>	<b>1 190 117</b>	<b>139 110</b>	<b>13,24</b>

*Sources : DGI, DGDDI*

Les recettes hors pétrole se décomposent en impôts et taxes directs, impôts indirects, recettes douanières et autres recettes hors pétrole.

S'agissant des **impôts et taxes indirects**, ils connaîtraient une hausse globale de 9,3% et se situeraient à **277, 2 milliards F.cfa** en 2013 contre **253,6 milliards F.cfa** à fin décembre 2012. Cette évolution résulterait d'une reprise de l'activité économique due à la poursuite des investissements dans les infrastructures structurantes.

En ce qui concerne les **impôts et taxes directs**, ils augmenteraient de **66,1 milliards F.cfa**. Cette évolution s'expliquerait par le bon rendement de l'impôt sur les sociétés minières en hausse de 75% compte tenu des prévisions budgétaires de la société COMILOG et par la bonne tenue espérée de l'impôt sur les autres sociétés qui augmenterait de 14%. Les **impôts et taxes directs** se situeraient à **408,2 milliards F.cfa** contre **342,1 milliards F.cfa** dans la loi de finances rectificative 2012.

Concernant les impôts sur le revenu des personnes physiques (IRPP), ils devraient connaître un début de hausse en 2013 (12%) en raison de l'impact de la relance de l'économie dans la création des emplois d'une part, et des mesures mises en œuvre par l'administration fiscale en vue de l'élargissement de l'assiette imposable à l'IRPP ( mise en place de services opérationnels de proximité) d'autre part.

Quant aux recettes douanières, elles s'établiraient à **399,5 milliards F.cfa** contre **390,3 milliards F.cfa** en 2012, soit une hausse de 2,4% liée essentiellement à la contribution des exportations de bois transformé et du manganèse. Ce niveau intègre les dépenses fiscales induites par les mesures prises par le gouvernement (lutte contre la cherté de la vie, exonérations diverses, etc.).

Enfin, il est à noter une bonne tenue des autres recettes hors pétrole qui connaîtraient une hausse de 61,7% pour se situer à **105,2 milliards F.cfa**. Cette évolution proviendrait principalement de :

- L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (+17,2 milliards F.cfa) ;
- Les participations dans les sociétés hors pétrole (+13 milliards F.cfa).

## B-Dépenses totales hors remboursement en capital

Elles comprennent les charges de la dette publique hors remboursement en capital des emprunts et conventions de crédits, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.

### 1. Analyse globale

Les dépenses courantes seraient en augmentation de **22,1 milliards F.cfa** par rapport au budget rectifié 2012; elles s'établiraient ainsi à **1.414,5 milliards F.cfa**.

Les paiements des intérêts de la dette s'élèveraient à **143 milliards F.cfa** contre **119,4 milliards F.cfa** en 2012, soit une hausse de **23,7 milliard F.cfa**.

Les dépenses de fonctionnement connaîtraient une baisse de **1,5 milliards F.cfa** par rapport au niveau arrêté dans le budget rectifié 2012 et se situeraient à **1.271,4 milliards de F.cfa** dans la loi de finances 2013. Cette légère baisse s'explique par la réduction des dépenses de transferts et interventions.

Les dépenses en capital connaîtraient une augmentation de **172,4 milliards F.cfa** par rapport au budget rectifié 2012 et se situeraient à **1.216,9 milliards F.cfa** dans la loi de finances 2013.

### 2. Analyse détaillée

#### 2.1 Les intérêts de la dette publique

**Tableau n°14 : Répartition des intérêts de la dette publique**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			Valeur	%
<b>Extérieurs</b>	<b>97 471</b>	<b>113 868</b>	<b>16 397</b>	<b>16,8</b>
<i>Courant</i>	97 471	113 868	16 397	16,8
<i>Arriérés</i>	0	0	0	0
<b>Intérieurs</b>	<b>21 915</b>	<b>29 168</b>	<b>7 252</b>	<b>33,1</b>
<i>Courant</i>	21 915	29 168	7 252	33,1
DGD	2 494	9 731	7 236	290,1
TRESOR	19 421	19 437	16	0,1
<i>Arriérés</i>	0	0	0	0
<b>Total paiement d'intérêts</b>	<b>119 387</b>	<b>143 036</b>	<b>23 650</b>	<b>19,8</b>

*Sources : DGD, DGST, BEAC*

En hausse de **23,7 milliards F.cfa** par rapport au budget rectifié 2012, les charges de la dette publique hors remboursement en capital s'élèveraient à **143 milliards F.cfa** en 2013. Les intérêts de la dette se décomposent en :

- Dette extérieure : **113,9 milliards F.cfa** ;
- Dette intérieure : **29,2 milliards F.cfa**.

## 2.2 Le fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à **1.271,4 milliards F.cfa** contre **1.273 milliards F.cfa** arrêtés dans la loi de finances rectificative 2012.

Elles comprennent les dépenses relatives aux "traitements et salaires", aux "biens et services" et aux "transferts et interventions".

**Tableau n° 15 : Les dépenses de fonctionnement**

	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			VALEUR	%
Traitements et salaires	529 436	551 258	21 822	4,12
Biens et services	332 552	360 159	27 607	8,30
Transferts et interventions	410 962	360 002	-50 959	-12,40
<b>Total</b>	<b>1 272 949</b>	<b>1 271 420</b>	<b>-1 529</b>	<b>-0,12</b>

*Source : DGB*

### 2.2.1 Traitements et salaires

La masse salariale connaît une hausse de **21,8 milliards F.cfa** pour se situer à **551,2 milliards F.cfa** contre **529,4 milliards F.cfa** dans la loi de finances rectificative 2012. Cet accroissement est essentiellement imputable aux glissements catégoriels, à la régularisation de la situation salariale des agents employés dans nos missions diplomatiques et aux recrutements dans les forces de défense et de sécurité.

### 2.2.2 Biens et services

Les dépenses relatives aux "biens et services" augmentent de **27,6 milliards F.cfa** par rapport à la loi de finances rectificative 2012 pour atteindre **360,2 milliards F.cfa** dans la loi de finances 2013. Cette évolution s'explique notamment par l'organisation des élections locales, l'ajustement des dotations des missions diplomatiques, l'organisation du championnat professionnel, la participation aux compétitions sportives internationales, l'EITI, ainsi que par les charges récurrentes issues des investissements mis en exploitation et le relèvement de certaines dotations en gestion centralisée (transport des bagages des diplomates rappelés, frais de scolarité, baux administratifs, convention de nettoyage, etc.).

### 2.2.3 Transferts et interventions

Les dépenses liées aux "transferts et interventions" sont en baisse de **50,9 milliards F.cfa** pour se situer à **360 milliards F.cfa** en 2013. Cette réduction s'explique par la diminution de la subvention allouée à SOGARA, qui passe de **115 à 72,9 milliards F.cfa**, pour tenir compte de l'évolution du cours du pétrole.

### 2.3 Les dépenses en capital

**Tableau n° 16 : Répartition des dépenses en capital**

	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			VALEUR	%
Dépenses de développement	974 769	1 108 702	133 933	13,74
Dépenses d'équipement	69 793	108 230	38 437	55,07
<b>Total</b>	<b>1 044 562</b>	<b>1 216 932</b>	<b>172 370</b>	<b>16,50</b>

*Source : DGB*

Les dépenses en capital connaîtraient une expansion de **172,4 milliards F.cfa** par rapport au budget rectifié 2012 et se situeraient à **1.216,9 milliards F.cfa** dans la loi de finances 2013 dont **268,7 milliards F.cfa** au titre des projets financés sur les ressources extérieures. Elles se répartissent pour **108,2 milliards F.cfa** en dépenses d'équipement et **1.108,7 milliards F.cfa** en dépenses de développement.

L'augmentation des dépenses de développement (13,7%) est principalement imputable à l'accélération de l'exécution du Plan Directeur National d'Infrastructures (PDNI) et aux travaux relatifs à l'organisation à Libreville du 23<sup>ème</sup> sommet de l'Union Africaine(UA).

Les dépenses d'équipement connaissent également une hausse de **38,4 milliards F.cfa** au vu de la nécessité de moderniser le cadre de travail des agents de l'Etat par le renouvellement et /ou la dotation des équipements de bureaux et véhicules administratifs, entre autres.

## II - EQUILIBRE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT

Les opérations de financement reprennent le solde des opérations budgétaires. Elles retracent ensuite les ressources d'emprunt de l'Etat, les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédit, les prêts, avances et dépôts et l'affectation des résultats de l'année en cours ou des années antérieures.

## A- Ressources d'emprunt

**Tableau n°17 : Les ressources d'emprunt**

<i>(en milliards de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	ECART LF 2013/LFR 2012	
			Valeur	%
Tirages sur emprunt extérieurs	248,439	268,700	20,261	8,155
Emprunt d'équilibre	0	240,000	240,000	
Total	248,439	508,700	260,261	104,758

*Source : DGD*

Les ressources d'emprunt s'élèveraient à **508,7 milliards F.cfa** contre **248,439 milliards F.cfa** dans la loi de finances rectificative 2012. Elles se décomposent en tirages extérieurs (**268,7 milliards F.cfa**) et en emprunt d'équilibre (**240 milliards F.cfa**).

La hausse des financements extérieurs de 8,2% par rapport au budget rectifié 2012, résulterait de l'intensification des dépenses liées notamment à la construction des logements et aux infrastructures (énergétiques, sanitaires, routières, etc.). Le recours à l'emprunt d'équilibre s'explique par la nécessité pour le Gouvernement de trouver une solution définitive à l'épineux problème des rappels, à travers un emprunt syndiqué de **140 milliards F.cfa** et d'emprunts obligataires de **100 milliards F.cfa** (marché sous-régional).

## B- Remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits

**Tableau n°18 : Répartition des remboursements en capital**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	ECART LFR 2012/LF 2013	
			Valeur	%
<b>Extérieurs</b>	<b>186 063</b>	<b>198 971</b>	<b>12 908</b>	<b>6,9</b>
<i>Courant</i>	186 063	198 971	12 908	6,9
<i>Arriérés</i>	0	0	0	
<b>Intérieurs</b>	<b>122 287</b>	<b>166 586</b>	<b>44 298</b>	<b>36,2</b>
<i>Courant</i>	76 287	107 586	31 298	41,0
DGD	76 287	107 586	31 298	41,0
Trésor	0	0	0	
<i>Arriérés</i>	36 000	5 000	-31 000	-86,1
DGD	0	0	0	
Autres	36 000	5 000	-31 000	-86,1
<i>Dette aux agents</i>	20 000	0	-20 000	-100,0
<i>Opérations de couverture</i>	16 000	5 000	-11 000	-68,8
<i>AJT</i>	5 000	5 000	0	0,0
<i>Restructuration</i>	5 000	49 000	44 000	880,0
<b>Total remboursements en capital</b>	<b>308 350</b>	<b>365 556</b>	<b>57 206</b>	<b>18,6</b>

*Sources : DGD, DGST, BEAC*

Les remboursements en capital sur emprunts et conventions de crédits se chiffrent à **365,6 milliards F.cfa** en 2013 contre **308,4 milliards F.cfa** dans le budget rectifié 2012, soit une hausse de **57,2 milliards F.cfa**.

Ces remboursements se décomposent comme suit : créanciers extérieurs : **198,9 milliards F.cfa** et créanciers locaux : **166,6 milliards F.cfa**.

Fixés à 186,1 milliards dans la loi de finances rectificative 2012, les remboursements en capital sur la dette extérieure augmentent de 12,9 milliards F.cfa pour se situer à **198,9 milliards F.cfa** en 2013. Ces remboursements se répartissent de la manière suivante :

- dette bilatérale : **33,2 milliards F.cfa** ;
- dette multilatérale : **41,2 milliards F.cfa** ;
- dette commerciale : **124,4 milliards F.cfa**.

En hausse de **44,3 milliards F.cfa** par rapport aux réaménagements de 2012, les remboursements en capital de la dette intérieure s'élèvent à **166,6 milliards F.cfa** ventilés ainsi qu'il suit :

- service courant DGD : **72,6 milliards F.cfa** ;
- arriérés autres dettes : **65 milliards F.cfa** ;
- service courant autres dettes : **5 milliards F.cfa** ;
- restructuration : **49 milliards F.cfa**.

### **C- Prêts, Avances et Dépôts**

Le poste « Prêts, Avances et Dépôts » enregistre une hausse de **129,9 milliards de F.cfa** à **144,2 milliards de F.cfa** consacrés principalement au Fonds Souverain de la République Gabonaise (FSRG), institué par l'ordonnance n°00000002/PR/2012 du 23 février 2012.

## D- Affectation des résultats

**Tableau n°19 : Détermination et affectation des résultats des exercices**

<i>(en millions de F.cfa)</i>	LFR 2012	LF 2013	Ecart LF 2013/LFR 2012
<b>1. Opérations budgétaires</b>			
Ressources propres (+)	2 511 142	2 632 481	121 340
Dépenses courantes (-)	1 392 336	1 414 456	22 120
Dépenses en capital (-)	1 044 562	1 216 932	172 370
<b>Solde des opérations budgétaires (+/-)</b>	<b>74 244</b>	<b>1 094</b>	<b>-73 150</b>
<b>2. Opérations de financement</b>			
Solde des opérations budgétaires (+/-)	74 244	1 094	-73 150
Ressources d'emprunts liés (+)	248 439	268 700	20 261
Remboursements en capital (-)	-308 350	-365 556	-57 206
Financement résiduel (+/-)	-14 332	95 763	110 096
<b>Solde des opérations de financement (+/-)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>3. Résultats</b>			
Résultat prévisionnel de l'exercice (+/-)	0	0	0
Résultat prévisionnel de l'exercice antérieur (+/-)	0	0	0
Résultat cumulés des années antérieures (+/-)	48 312	48 312	0
<b>Solde à nouveau prévisionnel (+/-)</b>	<b>48 312</b>	<b>48 312</b>	<b>0</b>

*Sources : DGB, DGST, DGD*

L'exécution du budget de l'exercice 2013 se solderait par un résultat prévisionnel nul.

Ainsi, en tenant compte des résultats des années antérieures, le solde à nouveau du compte permanent des découverts du Trésor s'établirait à **48,3 milliards F.cfa**.

Fait à Libreville, le

Le Ministre de l'Economie,  
de l'Emploi et du Développement Durable

Le Ministre du Budget, des Comptes  
Publics et de la Fonction Publique

**Luc OYOUBI**

**Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**